



Forum politique de haut niveau pour le développement durable (2024)

Déclaration ministérielle
Première consultation informelle

New York, le 27 mars 2024

Déclaration de la Suisse

Madame la co-facilitatrice, Monsieur le co-facilitateur,

Le Sommet sur les ODD a donné un souffle nouveau à l'Agenda 2030, à mi-parcours de son échéance. C'était nécessaire au vu du retard accumulé dans sa mise en œuvre. Nous nous sommes alors engagés à redoubler d'efforts et à mener des actions audacieuses, ambitieuses et transformatrices.

Car au changement climatique s'ajoutent la perte de la biodiversité et la pollution croissante, les incidences encore présentes de la pandémie Covid-19 et les conflits qui fragilisent la sécurité alimentaire et l'approvisionnement énergétique. Les inégalités se creusent, la pauvreté et la faim augmentent à nouveau. Ces défis mondiaux qui ne connaissent pas de frontières, devront être abordés dans la déclaration ministérielle.

Quatre pistes sont essentielles pour la Suisse afin d'accélérer la mise en œuvre des ODD. Nous espérons que les éléments qui en découlent pourront être aussi intégrés dans la déclaration :

1. **La nécessité d'une transformation holistique, juste et inclusive** afin de garantir la mise en œuvre de l'Agenda 2030 dans son ensemble. Par exemple, l'ODD 2 ne peut être atteint que par une transformation qui aborde conjointement les conditions environnementales, sociales et économiques de l'agriculture, ainsi que les aspects tout au long de la chaîne de valeur alimentaire, y compris les émissions de gaz à effet de serre, une alimentation saine et équilibrée et le gaspillage alimentaire.

2. **L'utilisation généralisée de nouvelles technologies, notamment celles numériques** est fondamentale pour permettre l'émergence de nouvelles tendances et des changements positifs au niveau mondial. Afin d'accroître l'impact positif sur les ODD, nous devons nous assurer que ces technologies soient accessibles à tous.

3. **Des données fiables, actuelles et comparables** sont nécessaires à l'élaboration de politiques efficaces en faveur des ODD. Nous devons améliorer la collecte et la disponibilité de statistiques afin que les gouvernements puissent prendre des décisions fondées. Il est nécessaire d'améliorer le financement et renforcer les capacités des offices statistiques nationaux et des systèmes de données afin de garantir l'accès à des données de qualité. Celles-ci sont cruciales pour mesurer les progrès accomplis, identifier les lacunes et anticiper le futur.

4. **Des partenariats forts et multipartites**: nous devons tous joindre nos efforts et collaborer davantage sur la base de valeurs de solidarité et d'égalité, mais aussi d'agilité et d'innovation. Cela vaut pour tous les acteurs, étatiques et non-étatiques. Permettez-moi de mettre en évidence deux exemples:

- Premièrement : Afin de développer **une architecture financière internationale plus efficace, efficiente et transparente**, il faut accroître l'efficacité de la collaboration et l'utilisation des fonds et des instruments existants et limiter la fragmentation du financement du développement. Il est en outre nécessaire de capitaliser davantage sur le potentiel du secteur privé, en développant des solutions innovantes et en améliorant les conditions-cadres pour une économie durable.
- **Et deuxièmement : Les villes et les autorités locales en générale doivent être davantage associées** à la mise en œuvre des ODD. En première ligne, elles sont à même d'identifier et de mettre en œuvre des solutions concrètes en matière de lutte contre la pauvreté, d'environnement, d'alimentation saine et durable ou d'inclusion sociale.

La déclaration ministérielle devra aussi inciter les Etats à articuler des examens nationaux volontaires inclusifs permettant aux différents niveaux des gouvernements, ainsi qu'à la société civile, au secteur privé et à la communauté scientifique, de participer à l'évaluation. Les contributions des acteurs locaux et régionaux, notamment des villes, doivent être aussi favorisées, de même que l'utilisation plus systématique de données précises, comparables et anticipées dans la préparation des examens.

Mesdames et Messieurs,

La déclaration ministérielle du Forum politique 2024 doit nous permettre de réaffirmer avec force notre vision et feuille de route commune pour notre planète et les générations futures. Et au-delà, nous devons exploiter le Sommet du Futur comme un moment clé pour le multilatéralisme et

nous devons viser un véritable pacte pour l'avenir, qui réaffirme les principes fondamentaux et l'universalité de l'Agenda 2030.

Je vous remercie.

Unofficial translation

Dear co-facilitators,

The SDG Summit breathed new life into the 2030 Agenda halfway through its term. This was necessary considering that its implementation is off track. We committed ourselves to redoubling our efforts and taking bold, ambitious and transformative action.

Co-facilitators,

Climate change is compounded by the loss of biodiversity and an increase in pollution, the lingering impact of the Covid-19 pandemic, and conflicts that are undermining food security and energy supplies. Inequalities are widening, and poverty and hunger are on the rise again. These global challenges, which know no borders, must be addressed in the Ministerial Declaration.

For Switzerland, four areas are key in order to speed up the implementation of the SDGs. We hope that the corresponding elements can be incorporated into the declaration:

1. **The need for a holistic, fair and inclusive transformation to ensure the implementation of the 2030 Agenda in its entirety.** For example, SDG 2 can only be achieved through a transformation that jointly addresses the environmental, social and economic conditions of agriculture, as well as aspects throughout the food value chain, including greenhouse gas emissions, healthy and balanced diets as well as food waste.

2. **The widespread use of new technologies, particularly digital technologies**, is fundamental to the emergence of new trends and positive changes at global level. In order to increase the positive impact on the SDGs, we must ensure that these technologies are accessible to all.

3. **Reliable, timely and comparable data is needed to develop effective policies in support of the SDGs**. We need to improve the collection and availability of statistics so that governments can make informed decisions. Funding needs to be improved and the capacity of national statistical offices and data systems strengthened to ensure access to quality data. These are crucial for measuring progress, identifying gaps and anticipating the future.

4. **Strong, multi-stakeholder partnerships**: we all need to join forces and work together more closely, based on the values of solidarity and equality, but also agility and innovation. This applies to all actors, state and non-state. Allow me to highlight two examples:
 - First: in order to develop a **more effective, efficient and transparent international financial architecture**, it is necessary to increase the effectiveness of collaboration and the use of existing funds and instruments and to limit the fragmentation of development financing. It is also necessary to capitalise more on the potential of the private sector, by developing innovative solutions and improving the framework conditions for a sustainable economy.

 - **And second: cities and local authorities in general must be more closely involved in the implementation of the SDGs**. On the front line, they are in a position to identify and implement

concrete solutions in the fight against poverty, the environment, healthy and sustainable food and social inclusion.

The ministerial declaration should also encourage governments to set up voluntary national reviews that are inclusive, enabling the various levels of government, as well as civil society, the private sector and the scientific community, to take part in the assessment. The contributions of local and regional players, particularly cities, should also be encouraged, as should the more systematic use of accurate, comparable and anticipated data in preparing the reviews.

Dear co-facilitators,

The Ministerial Declaration of the 2024 HLPF should enable us to strongly reaffirm our shared vision and roadmap for our planet and future generations. And beyond, we must harness the Summit of the Future as a key moment for multilateralism and we must aim for a genuine pact for the future, which reaffirms the fundamental principles and universality of the 2030 Agenda.

I thank you.